



Monsieur Christian CRETIER
F.G.T.A. - F.O.
15 Avenue Victor Hugo
92170 Vanves

Nos Réf. SM/SL
N° 05-067/2021

Paris, le 18 mai 2021

LETTRE RECOMMANDEE AVEC A.R. N° 2C 131 650 0966 5

Objet : notification d'accord collectif de branche

Monsieur,

Nous nous prions de bien vouloir trouver ci-joint un exemplaire signé de l'accord du 19 mars 2021 relatif aux salaires minima dans la branche des activités industrielles de Boulangerie et Pâtisserie (IDCC 1747).

Nous vous informons que vous disposez d'un délai d'opposition, d'une durée de 15 jours, qui débute à réception de la présente.

Passé ce délai, nous procéderons au dépôt et à la demande d'extension de cet avenant auprès du Ministère du Travail.

Veillez croire, Monsieur, en l'assurance de nos sentiments distingués.

Sarah MATTEI

Responsable des Relations sociales et de la Formation professionnelle
Secrétaire de Branche



**Avenant n°29 du 19 mars 2021 relatif aux salaires au 1^{er} avril 2021 dans la
Convention Collective Nationale des Activités Industrielles de Boulangerie-
Pâtisserie
N°3102 – IDCC 1747**

Article 1^{er}

Le nouveau barème des salaires minimaux professionnels, fixé conformément à l'article 29 de la Convention collective des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie, est indiqué en annexe 1 du présent accord.

Il est applicable à compter du 1er avril 2021.

Le présent accord national paritaire est applicable à toutes les entreprises, y compris celles de moins de 50 salariés, relevant de la Convention collective des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie et appartenant à ce seul secteur d'activité, à l'exclusion du secteur d'activité des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs (non applicable aux entreprises relevant de la Convention collective des centres immatriculées de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs - IDCC 2075).

Compte tenu de la thématique du présent accord, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L.2261-23-1 du Code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 2

Les valeurs de ce barème constituent les salaires minimaux mensuels applicables, pour un travail effectif correspondant à la durée conventionnelle du travail en vigueur au jour de la signature, soit 151,67 heures par mois ou 218 jours par an, à chacun des échelons de la grille hiérarchique résultant de la classification.

Il est également rappelé que conformément à l'article L.2253-1 du Code du travail, la convention de branche définit les conditions d'emploi et de travail des salariés. Elle peut en particulier définir les garanties qui leur sont applicables en matière de salaires minimaux hiérarchiques et classifications.

CC
SN
AP

Il est précisé que les stipulations de la convention de branche ou de l'accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large prévalent sur la convention d'entreprise conclue antérieurement ou postérieurement à la date de leur entrée en vigueur, sauf lorsque la convention d'entreprise assure des garanties au moins équivalentes.

Cette équivalence des garanties s'apprécie par ensemble de garanties se rapportant à la même matière.

Article 3

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L.2231-5 du Code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord conformément à l'article L.2231-6 du Code du travail.

Fait à Paris, le 31 mars 2021.

**Annexe 1 - Grille des minima conventionnels mensuels applicables
au 1^{er} avril 2021**

Catégories	Degrés	Salaires minima au 1^{er} avril 2021
O/E	OE1	1 556,00 €
	OE2	1 569,03 €
	OE3	1 582,43 €
	OE4	1 613,00 €
	OE5	1 655,45 €
	OE6	1 721,19 €
	OE7	1 799,46 €
TAM	TA1	1 914,14 €
	TA2	2 041,69 €
	TA3	2 224,03 €
	TA4	2 381,09 €
	TA5	2 538,13 €
Cadres	CA1	2 700,47 €
	CA2	3 053,57 €
	CA3	3 558,46 €
	CA4	4 064,39 €
	CA5	4 591,41 €

or TP
CC SA

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES SIGNATAIRES

**Convention Collective Nationale des Activités industrielles de Boulangerie-
Pâtisserie - IDCC 1747**

Organisations patronales représentatives :

- FEDERATION DES ENTREPRISES DE BOULANGERIE ET PATISSERIE – FEB

Sarah MATEU

Organisations syndicales représentatives :

- FEDERATION GENERALE AGROALIMENTAIRE C.F.D.T.

V. DURUEL

- FEDERATION NATIONALE AGROALIMENTAIRE – C.F.E. - C.G.C.

M. POUILLON

- FEDERATION GENERALE DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE DE
L'ALIMENTATION, DES TABACS ET DES SECTIONS CONNEXES – F.G.T.A. – F.O.

C. CRETIER

- FEDERATION NATIONALE AGROALIMENTAIRE ET FORESTIERE – F.N.A.F. - C.G.T.